

Rapport annuel

SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

année 2017



Grand Lieu
COMMUNALITÉ DE COMMUNES
> WWW.CC-GRANDLIEU.FR

SOMMAIRE

I. PRESENTATION DU SERVICE

- 1.1 MISSIONS DU SERVICE**
- 1.2 MODE DE GESTION DU SERVICE**
- 1.3 MISE EN ŒUVRE DU SERVICE**

II. ACTIVITE DU SERVICE

- 2.1 CONTROLE DES INSTALLATIONS NEUVES ET REHABILITEES**
 - 2.1.1** Résultat des contrôles de conception et types de filières de traitement
 - 2.1.2** Résultat des contrôles de réalisation et types de filières de traitement
 - 2.1.3** Evolution du nombre de chaque filière de traitement installée depuis 2008
- 2.2 CONTROLE DE BON FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS EXISTANTES**
- 2.3 CONTROLES EFFECTUES DANS LE CADRE DES VENTES IMMOBILIERES**
 - 2.3.1** Contexte réglementaire
 - 2.3.2** Résultats des contrôles réalisés lors des ventes immobilières

III. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF ET RECETTES DU SERVICE

- 3.1 FIXATION DES TARIFS EN VIGUEUR**
- 3.2 BUDGET 2017 ET BILAN FINANCIER**
- 3.3 AIDE A LA REHABILITATION**

IV. INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

- 4.1. INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**
- 4.2. TAUX DE CONFORMITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Rappel du contexte du SPANC

- par délibération du 29 mai 2007, le Conseil de la Communauté de Communes de Grand Lieu a créé le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC),

- par délibération du 18 décembre 2007, le Conseil de la Communauté de Communes de Grand Lieu a confié la gestion de ce SPANC à la société SAUR, par une délégation de service public, pour une durée de 8 ans, pour la période allant du 1^{er} juin 2008 au 31 mai 2016.

- par délibération du 24 juin 2008, le Conseil de la Communauté de Communes de Grand Lieu a décidé la mise en œuvre du SPANC au 1^{er} octobre 2008.

Le Conseil de la Communauté de Communes de Grand Lieu du 15 décembre 2015 a donné un avis favorable à l'évolution de la gestion du SPANC. Celui-ci est désormais géré en régie « mixte » suite à l'embauche d'un technicien et le recours à un marché public pour effectuer les contrôles de bon fonctionnement.

Par délibération de mai 2016, le conseil communautaire a créé un nouveau service en régie à autonomie financière. Le conseil d'exploitation composé de 10 élus communautaires délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le conseil communautaire ne s'est pas réservé le pouvoir de décision.

I. PRÉSENTATION DU SERVICE

1.1 MISSION DU SERVICE

Le SPANC assure ses missions en conformité avec l'article L2224-8 du Code des Collectivités Territoriales, les lois sur l'eau de 1992 et 2006 et les arrêtés de 7 septembre 2009 et 27 avril 2012.

Ses principales missions sont les suivantes :

- Pour les dispositifs neufs et réhabilités : assurer le contrôle de conception et de réalisation, afin de vérifier que la conception technique, l'implantation des dispositifs d'assainissement et l'exécution des ouvrages sont conformes à la législation.
- Pour les dispositifs existants, effectuer le diagnostic des ouvrages et leur fonctionnement, dont le but essentiel est de vérifier leur conformité au regard de la salubrité publique et de l'environnement
- Pour l'ensemble des dispositifs, de vérifier périodiquement le bon fonctionnement des ouvrages ainsi que la réalisation des vidanges
- Dans le cadre des ventes d'habitations, effectuer un contrôle périodique des installations.

Le SPANC ne s'est pas doté de la compétence facultative liée à l'entretien des installations.

Située à une quinzaine de kilomètres au sud de Nantes, la Communauté de Communes de Grand Lieu borde l'un des plus grands lacs de plaine de France, classé réserve naturelle depuis 1982. Le lac de Grand Lieu, qui passe de 3 500 hectares en été à près de 7 000 hectares en hiver.

Créée le 23 juin 1993, la CC Grand lieu d'une superficie de 29 757 hectares est composée de 9 communes regroupant 37 402 habitants au 1^{er} janvier 2015.



| | |
|--|----------------------|
| LE BIGNON | 3 695 |
| LA CHEVROLIERE | 5 417 |
| GENESTON | 3 686 |
| LA LIMOUZINIERE | 2 411 |
| MONTBERT | 3 117 |
| PONT SAINT MARTIN | 5 781 |
| SAINT COLOMBAN | 3 310 |
| SAINT LUMINE DE COUTAIS | 2 094 |
| SAINT PHILBERT DE GRAND LIEU | 8 861 |
| <u>POPULATION TOTALE (source INSEE au 01/01/17)</u> | <u>38 469</u> |

Toutes les communes ont réalisé une étude de diagnostic en 2006 qui a permis la délimitation des zonages d'assainissement et de connaître le nombre d'installations d'assainissement.

Nombre de logements en assainissement non collectif

| | ETAT DES LIEUX EN 2006 | ESTIMATION EN 2017 |
|-------------------------------------|-------------------------------|---------------------------|
| LE BIGNON | 581 | 620 |
| LA CHEVROLIERE | 589 | 674 |
| GENESTON | 121 | 140 |
| LA LIMOUZINIERE | 357 | 374 |
| MONTBERT | 641 | 657 |
| PONT SAINT MARTIN | 796 | 867 |
| SAINT COLOMBAN | 590 | 626 |
| SAINT LUMINE DE COUTAIS | 337 | 403 |
| SAINT PHILBERT DE GRAND LIEU | 1102 | 1256 |
| <u>TOTAL</u> | <u>5114</u> | <u>5617</u> |

1.2 MODE DE GESTION DU SERVICE

La régie qui exploite le service public d'assainissement non collectif de la Communauté de Communes de Grand Lieu est administrée sous l'autorité du Président et du Conseil de la CCGL par :

- Un directeur
- Un Conseil d'exploitation et son Président

Monsieur Patrick BERTIN est le Président du Conseil d'Exploitation

Le Conseil d'Exploitation dispose d'un rôle consultatif sur toutes les questions relatives au fonctionnement de la régie.

- Il prépare le budget de la régie ;
- Il peut proposer des mesures sur les résultats d'exploitation à la fin de chaque exercice ;
- Il propose les conditions de recrutement du personnel ;
- Il assure les achats courants nécessaires au fonctionnement de la régie ;
- Il prépare les différents programmes de contrôles périodiques ;
- Il propose les montants de redevances dues par les usagers de la régie.

Le Conseil Communautaire, après avis du Conseil d'exploitation

- Il délibère sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de l'exercice et, au besoin, en cours d'exercice ;
- Il vote les montants des redevances dues par les usagers.
- Il vote le budget de la régie et délibère des comptes ;

Les membres du Conseil d'Exploitation

| | |
|-------------------------------------|--------------------------------|
| LE BIGNON | Monsieur MARNIER Jean-Yves |
| LA CHEVROLIERE | Monsieur MARAN Roger |
| GENESTON | Monsieur DE FILIPPIS Christian |
| LA LIMOUZINIERE | Madame RAVAUD Evelyne |
| MONTBERT | Monsieur BOUCHER Jean |
| PONT SAINT MARTIN | Madame GRATON Bernadette |
| ST COLOMBAN | Monsieur BERTIN Patrick |
| ST LUMINE DE COUTAIS | Monsieur GUIBERT Bernard |
| SAINT PHILBERT DE GRAND LIEU | Monsieur GUILLET Emmanuel |
| SAINT PHILBERT DE GRAND LIEU | Madame CHARIER Colette |

Depuis juin 2016, une technicienne est chargée de réaliser les différents contrôles des installations neuves ou à réhabiliter, et des installations existantes.

Le service est composé de 2 personnes : une technicienne et un agent administratif

Un technicien – ses missions principales :

- Réalisation des contrôles de conception et d'implantation des installations ;
- Réalisation des contrôles de bonne exécution des installations ;
- Réalisation des contrôles lors des ventes ;
- Réalisation d'une partie des contrôles périodiques de bon fonctionnement (20%) ;
- Information technique auprès des élus et des différents partenaires (bureau d'études, entreprises, architectes...);
- Accueil physique des usagers;
- Veille juridique.

Un agent administratif - ses missions principales :

- Suivi administratif des dossiers d'assainissement autonome ;
- Suivi des dossiers de subvention ;
- Mise à jour de la base de données des installations ;

- Facturation des contrôles.
- Accueil physique et téléphonique et conseil aux usagers

Le SPANC veille à conseiller et accompagner les usagers du service dans la mise en place de leur installation, à contrôler la conception et la bonne exécution des installations neuves ou réhabilitées, ainsi qu'à contrôler le bon fonctionnement et le bon entretien des dispositifs existants.

Le service se tient à votre disposition aux horaires suivants : du lundi au vendredi de 8h/12h30-14h-17h00.

Des documents sont téléchargeables sur le site internet :

- Le formulaire de demande d'installation d'un assainissement autonome ;
- La liste des bureaux d'études et des installateurs ;
- Le formulaire d'aide à la réhabilitation

Les documents peuvent aussi être transmis par courrier sur demande.

II-ACTIVITE DU SERVICE

L'année 2017 est une année active pour le Service Public d'Assainissement Non Collectif comme l'année 2016 avec un nombre de contrôles de conception de plus de 200 :

| ANNEE | CONTROLE DE CONCEPTION | CONTROLE DE REALISATION | CONTRÔLE VENTE | CONTROLE DE BON FONCTIONNEMENT |
|-----------------|------------------------|-------------------------|----------------|--------------------------------|
| fin 2008 | 25 | 1 | 1 | 0 |
| 2009 | 129 | 60 | 14 | 0 |
| 2010 | 161 | 113 | 17 | 0 |
| 2011 | 175 | 147 | 124 | 0 |
| 2012 | 186 | 142 | 89 | 0 |
| 2013 | 192 | 151 | 96 | 0 |
| 2014 | 177 | 162 | 103 | 0 |
| 2015 | 212 | 144 | 157 | 0 |
| 2016 | 219 | 158 | 123 | 99 |
| 2017 | 224 | 163 | 143 | 446 |
| TOTAL | 1700 | 1241 | 867 | 545 |

2.1 CONTROLE DES INSTALLATIONS NEUVES ET REHABILITEES

2.1.1 Résultat des contrôles de conception

La mission de contrôle obligatoire consiste en un examen préalable à la conception et à l'implantation d'un dispositif d'assainissement autonome ou contrôle de conception ou d'implantation dans le cadre d'un permis de construire, déclaration préalable ou d'une réhabilitation.

Le contrôle de conception porte sur la conception technique du dispositif :

- L'aspect réglementaire
- L'adaptation aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques de la parcelle et à l'immeuble desservi
- Le respect d'une distance de 35 m de tout dispositif de l'installation par rapport à tout captage d'eau déclaré pour la consommation humaine et des autres règles de distances
- L'emplacement et l'accessibilité.

Ce contrôle est réalisé sur dossier à partir des éléments fournis par l'utilisateur.

Les installations d'assainissement non collectif se divisent en 2 grandes catégories

- Les filières traditionnelles, de type extensif, tels que les épandages, les filtres à sables, les tertres d'infiltration qui utilisent le sol en place ou un sol reconstitué.
- Les filières ayant obtenu les agréments des ministères en charge de la santé et de l'écologie, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques sur la santé et l'environnement. Dans cette catégorie, 3 types d'assainissement se distinguent :
 - ✓ les dispositifs fonctionnant sur le principe de la boue activée ou de la culture fixée ;
 - ✓ les filtres compacts utilisant un support pour le développement des bactéries (tels que les fibres de coco, la zéolithe, la laine de roche) ;
 - ✓ les dispositifs plantés de roseaux.

Fin 2014, près de 150 agréments ont été publiés depuis 2009 offrant une palette commerciale de plus de 450 ouvrages.

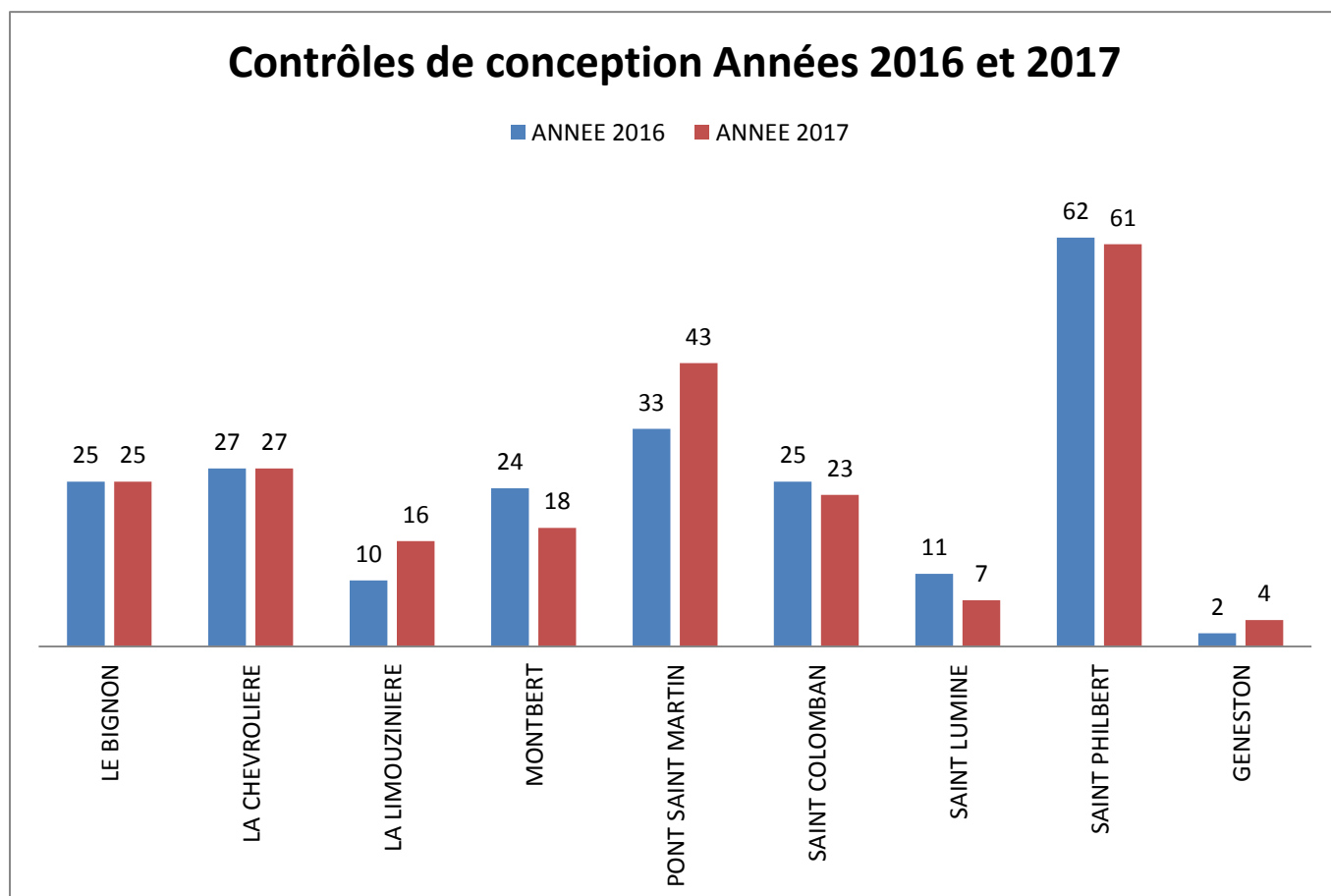
Sur le territoire, ces agréments se sont traduits par un nombre croissant de dossiers avec une filière agréée, les usagers voyant de nombreux avantages pour cette solution technique dont le gain de place est considérable.

Nombre de dossiers en fonction de la demande

| NOMBRE DEN DOSSIERS SELON LANATURE DE LA DEMANDE | 2017 |
|---|-------------|
| PC | 126 |
| REHABILITATION | 97 |
| DECLARATION PREALABLE | 1 |
| TOTAL | 224 |

Nombre de dossiers par commune

| COMMUNES | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-------------------|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| LE BIGNON | 4 | 19 | 14 | 15 | 15 | 23 | 19 | 23 | 25 | 25 |
| LA CHEVROLIERE | 5 | 24 | 28 | 24 | 25 | 22 | 23 | 26 | 27 | 27 |
| LA LIMOUZINIERE | 3 | 9 | 9 | 10 | 15 | 7 | 11 | 10 | 10 | 16 |
| MONTBERT | 1 | 7 | 20 | 15 | 26 | 9 | 17 | 19 | 24 | 18 |
| PONT SAINT MARTIN | 1 | 13 | 10 | 19 | 16 | 14 | 25 | 45 | 33 | 43 |
| SAINT COLOMBAN | 5 | 15 | 29 | 22 | 21 | 22 | 5 | 16 | 25 | 23 |
| SAINT LUMINE | 5 | 6 | 14 | 4 | 22 | 14 | 10 | 17 | 11 | 7 |
| SAINT PHILBERT | 14 | 28 | 57 | 49 | 64 | 49 | 44 | 42 | 62 | 61 |
| GENESTON | 1 | 7 | 2 | 6 | 8 | 7 | 6 | 8 | 2 | 4 |
| TOTAL | 39 | 128 | 183 | 164 | 212 | 167 | 160 | 206 | 219 | 224 |



Avis rendus

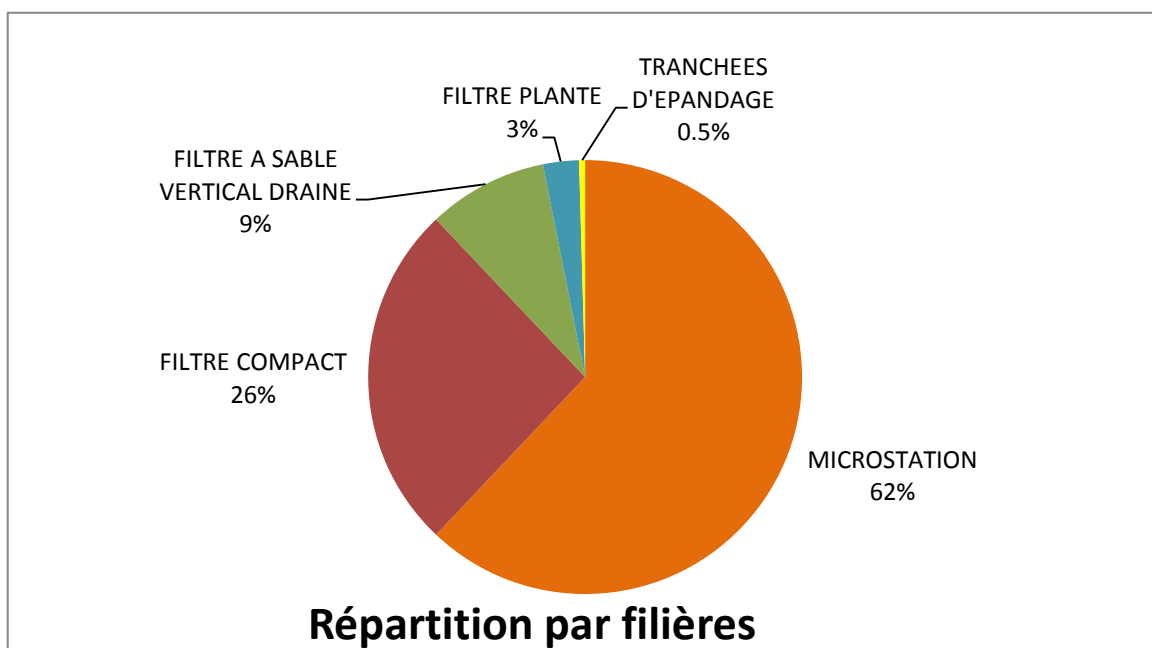
Les avis techniques donnés lors des contrôles de conception sont classés de la façon suivante :

- Avis conforme
- Avis conforme sous réserves
- Avis non conforme

| AVIS SUR LE CONTRÔLE DE CONCEPTION | ANNEE 2017 |
|------------------------------------|------------|
| Avis conforme | 4 |
| Avis conforme avec réserves | 220 |
| Avis non conforme | 0 |
| TOTAL | 224 |

Nombre de dossiers par type de filière

| TYPE DE FILIERE | ANNEE 2017 |
|--------------------------------|------------|
| MICROSTATION | 139 |
| FILTRE COMPACT | 58 |
| FILTRE A SABLE VERTICAL DRAINE | 20 |
| FILTRE HORIZONTAL | 0 |
| FILTRE PLANTE | 6 |
| TRANCHEES D'EPANDAGE | 1 |
| TOTAL | 224 |



2.1.2 Résultat des contrôles de réalisation et types de filières de traitement

Ce contrôle se déroule sur le terrain au cours de la visite avant remblaiement des ouvrages et des canalisations. Il a pour objet de s'assurer que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme au projet technique validé par le SPANC lors du contrôle de conception.

Le contrôle de bonne exécution est réalisé suivant le contact pris auprès du propriétaire ou de l'entreprise de travaux avant remblaiement.

Il porte au minimum sur les points suivants :

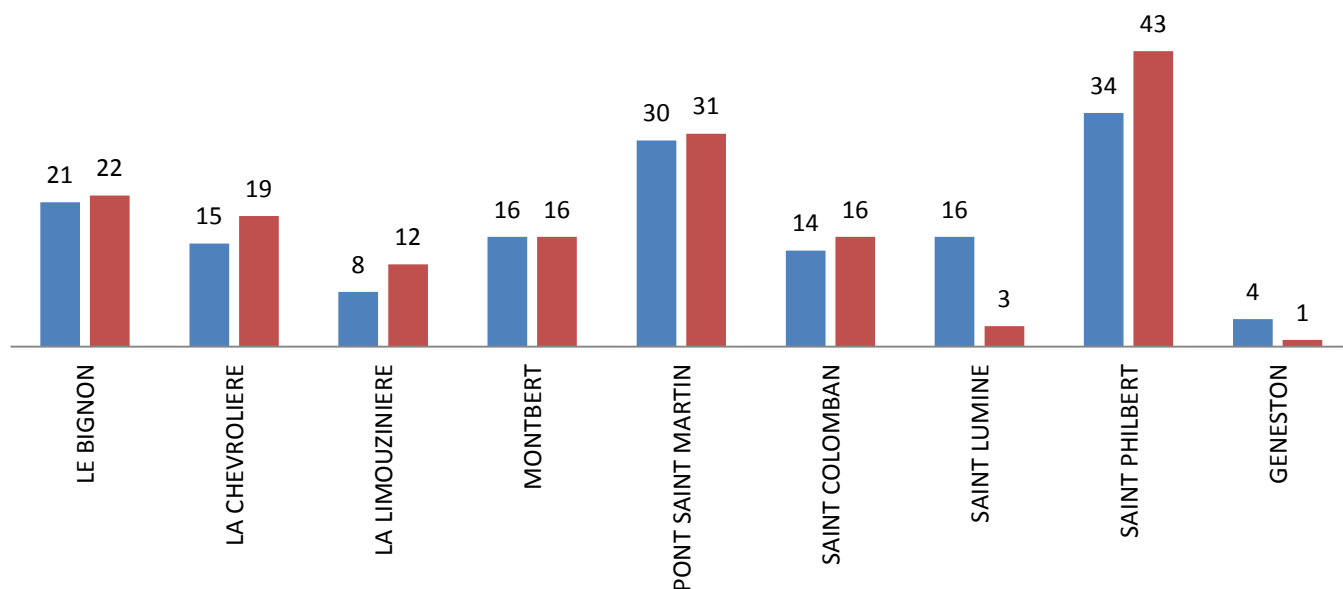
- La collecte de l'ensemble des eaux usées pour lesquelles l'ouvrage est prévu
- Le type et le dimensionnement du dispositif de prétraitement, et traitement
- La ventilation du dispositif
- Le respect des prescriptions,
- L'accessibilité des regards de visite,
- le respect des distances d'implantation

Répartition des contrôles par commune

| COMMUNES | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-------------------|----------|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| LE BIGNON | | 9 | 15 | 9 | 17 | 13 | 17 | 17 | 21 | 22 |
| LA CHEVROLIERE | 1 | 8 | 18 | 28 | 20 | 19 | 27 | 16 | 15 | 19 |
| LA LIMOUZINIERE | | 4 | 6 | 8 | 12 | 6 | 9 | 8 | 8 | 12 |
| MONTBERT | | 5 | 13 | 10 | 15 | 20 | 11 | 12 | 16 | 16 |
| PONT SAINT MARTIN | | 4 | 7 | 11 | 12 | 9 | 15 | 18 | 30 | 31 |
| SAINT COLOMBAN | | 9 | 8 | 17 | 9 | 20 | 15 | 13 | 14 | 16 |
| SAINT LUMINE | | 5 | 9 | 11 | 13 | 13 | 14 | 10 | 16 | 3 |
| SAINT PHILBERT | | 15 | 32 | 50 | 40 | 46 | 49 | 38 | 34 | 43 |
| GENESTON | | 1 | 4 | 3 | 4 | 5 | 5 | 12 | 4 | 1 |
| TOTAL | 1 | 60 | 112 | 147 | 142 | 151 | 162 | 144 | 158 | 163 |

Contrôles de Réalisation Années 2016 et 2017

■ Année 2016 ■ Année 2017



Les avis techniques donnés lors des contrôles de réalisation sont classés de la façon suivante :

- Avis favorable
- Avis favorable sous réserves
- Avis défavorable

Les réserves sur les travaux non achevés concernent en général les ventilations secondaires qui ne sont pas terminées, le raccord électrique en cours de finalisation, la pompe de relevage non terminée.

Avis rendus

| AVIS SUR LE CONTROLE DE REALISATION | ANNEE 2017 |
|-------------------------------------|------------|
| AVIS FAVORABLE | 15 |
| AVIS FAVORABLE AVEC RESERVES | 141 |
| AVIS DEFAVORABLE | 7 |
| TOTAL | 163 |

2.2 CONTROLE DE BON FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS EXISTANTES

Le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes est prévu tous les 8 ans et s'inscrit dans la périodicité nationale (10 ans maximum).

La réalisation des contrôles de bon fonctionnement a débuté en octobre. Ces contrôles sont effectués en partie par le prestataire GEOSCOP et le reste par le technicien du service. Un accord-cadre avec la société GEOSCOP a été signé en juillet 2016 pour une durée de plus de trois ans.

En 2017, les contrôles ont été réalisés pour les installations classées non conformes et insuffisantes en 2006.

Ce contrôle a pour objet de vérifier le bon fonctionnement et l'entretien de la filière, de vérifier leur impact sanitaire et environnemental.

Le contrôle comprend notamment :

- La vérification de l'absence de modification ou de réaménagement de l'installation
- La vérification du bon état des installations et des ouvrages
- La vérification de l'accumulation normal des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux
- La vérification de la vidange périodique
- La vérification de l'entretien des dispositifs de prétraitement autres que la fosse toute eaux

Organisation des contrôles

Chaque visite est précédée d'un avis de passage préparé et envoyé par le prestataire de service. Le propriétaire devra être présent ou représenté lors du contrôle. Suite à ce contrôle, un compte-rendu est transmis au propriétaire avec un avis concernant la conformité de l'installation. En cas de dysfonctionnement pouvant entraîner des risques sanitaires et environnementaux, le SPANC formule des préconisations de remise aux normes.

Répartition des contrôles de bon fonctionnement

| COMMUNES | 2017 |
|-------------------|-------------|
| LE BIGNON | 26 |
| LA CHEVROLIERE | 8 |
| LA LIMOUZINIERE | 37 |
| MONTBERT | 46 |
| PONT SAINT MARTIN | 76 |
| SAINT COLOMBAN | 61 |
| SAINT LUMINE | 71 |
| SAINT PHILBERT | 105 |
| GENESTON | 16 |
| TOTAL | 446 |

Rappel des classements des installations suite au contrôle

A compter de janvier 2013, suite à la modification de l'arrêté du 9 septembre 2009, le type de classification des installation d'assainissement a été modifié :

| AVIS | REMARQUES |
|---------------------------|---|
| ABSENCE DE NON CONFORMITE | Pas de défauts |
| ABSENCE DE NON CONFORMITE | Installation présentant des défauts d'entretien |
| NON CONFORME | Installation présentant un risque majeur pour la santé des personnes |
| NON CONFORME | Installation présentant un risque avéré de pollution de l'environnement |
| NON CONFORME | Installation incomplète ou sous-dimensionnée ou qui présente des dysfonctionnements |
| ABSENCE D'INSTALLATION | Mise en demeure de réaliser une installation conforme |

Suite à ce contrôle effectué en compagnie de l'utilisateur, un compte-rendu sera transmis au propriétaire de l'immeuble avec un avis concernant la conformité de l'installation.

Si l'avis est non conforme, le délai de travaux est précisé dans le rapport adressé à l'utilisateur. Des préconisations peuvent aussi être formulées par le SPANC dans le cadre de l'amélioration de l'ouvrage.

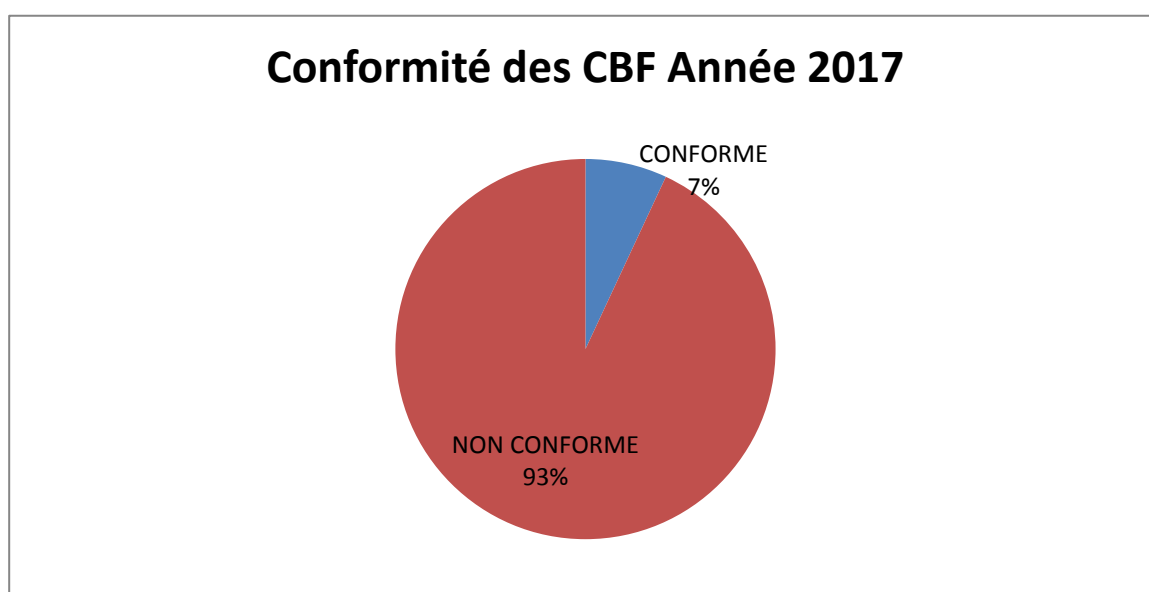
Avis rendus

| AVIS SUR LE CONTRÔLE | 2017 | % |
|---|-------------|----------|
| ABSENCE D'INSTALLATION | 28 | 6% |
| NON CONFORME- REHABILITATION SOUS 1 AN SI VENTE | 29 | 7% |
| NON CONFORME- REHABILITATION 4 ANS OU 1 AN SI VENTE | 358 | 80% |
| PAS DE DEFAUT | 3 | 1% |
| ABSENCE DE NON CONFORMITE | 28 | 6% |
| TOTAL | 446 | 100 |

80% des installations contrôlées sont non conformes.

Le taux très élevé de non-conforme s'explique par une priorité donnée aux installations non conformes diagnostiquées en 2006.

| AVIS SUR LE CONTRÔLE DE BON FONCTIONNEMENT | 2017 | % |
|--|------------|------------|
| CONFORME | 31 | 7% |
| NON CONFORME | 415 | 93% |
| TOTAL | 446 | 100 |



2.3 CONTROLES EFFECTUES DANS LE CADRE DES VENTES IMMOBILIERES

Depuis le 1^{er} janvier 2011, dans le cadre des ventes immobilières, un rapport de contrôle de l'assainissement non collectif doit obligatoirement être annexé à la promesse de vente, ou à défaut à l'acte authentique. Ce rapport de contrôle doit être daté de moins de 3 ans au moment de la vente.

L'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif clarifie les conditions dans lesquelles des travaux sont obligatoires pour les installations existantes et notamment lors des ventes immobilières.

En cas de « non-conformité de l'installation lors de la signature de l'acte de vente », l'acquéreur a l'obligation de faire procéder à la remise aux normes de son installation dans un délai d « un an après la vente.

Résultat des contrôles de vente par commune

143 contrôles lors des ventes immobilières ont été réalisés en 2017. Le détail par commune est présenté ci-dessus.

| COMMUNES | ANNEE 2017 |
|-------------------|------------|
| LE BIGNON | 11 |
| LA CHEVROLIERE | 19 |
| LA LIMOUZINIERE | 8 |
| MONTBERT | 17 |
| PONT SAINT MARTIN | 21 |
| SAINT COLOMBAN | 16 |
| SAINT LUMINE | 10 |
| SAINT PHILBERT | 39 |
| GENESTON | 2 |
| TOTAL | 143 |

Avis sur les contrôles lors des ventes immobilières

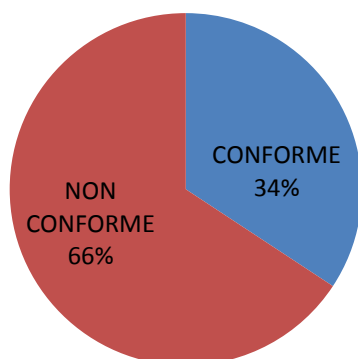
| AVIS SUR LE CONTRÔLE LORS D'UNE VENTE | ANNEE 2017 | % |
|---------------------------------------|------------|-------------|
| ABSENCE D'INSTALLATION | 3 | 2% |
| NON CONFORME 1 AN | 20 | 14% |
| NON CONFORME 4 ANS OU 1 AN | 71 | 50% |
| PAS DE DEFAUT | 5 | 3% |
| ABSENCE DE NON CONFORMITE | 44 | 31% |
| TOTAL | 143 | 100% |

Voici les résultats généraux :

| AVIS SUR LE CONTRÔLE LORS D'UNE VENTE | ANNEE 2017 | % |
|---------------------------------------|------------|-------------|
| CONFORME | 49 | 34% |
| NON CONFORME | 94 | 66% |
| TOTAL | 143 | 100% |

66% des installations contrôlées lors des ventes immobilières sont non conformes.

Conformité lors des contrôles préalable à la vente Année 2017



III-TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF ET RECETTES DU SERVICE

3.1 FIXATION DES TARIFS EN VIGUEUR

Les prestations de contrôle sont assurées par le SPANC donnent lieu au paiement par l'utilisateur d'une redevance d'assainissement non collectif :

- La redevance de contrôle de conception
- La redevance de contrôle de bonne exécution
- La redevance de contrôle préalable à la vente
- La redevance de contre-visite

Conformément à l'article L2224-12-2 du code général des collectivités territoriales, les tarifs sont fixés par délibération du Conseil Communautaire.

Le recouvrement de la redevance est assuré par le SPANC par le biais du Trésor Public et par la société SAUR (pour la redevance annuelle).

Le SPANC est aussi financé par une redevance annuelle à la charge des usagers du service prélevée sur la facture d'eau, celle-ci comprend une part destinée à couvrir les frais liés aux contrôles périodiques et une autre couvrant les frais liés à l'assistance technique.

Les tarifs appliqués depuis janvier 2017 sont les suivants:

| REDEVANCE | TARIF au 01/01/ 2017 TTC |
|---|-----------------------------------|
| Redevance annuelle de bon fonctionnement | 25.00 € |
| Redevance de contrôle conception/implantation ou préalable à un projet d'extension | 80.00 € |
| Redevance de contrôle de réalisation | 80.00 € |
| Redevance de contre visite | 61.00 € |
| Redevance de contrôle préalable à la vente | 250.00 € |
| Redevance de contrôle exceptionnel | 80€ |

Chaque changement de tarif est fixé par délibération du Conseil Communautaire.

BUDGET 2017

Le SPANC est doté d'un budget annexe et il doit s'équilibrer en recettes et en dépenses. Il est divisé en 2 sections : investissement et fonctionnement.

SECTION INVESTISSEMENT:

La section investissement tient compte principalement des immobilisations.

Les immobilisations correspondent aux biens et équipements affectés au service et nécessaires à son exploitation, elles s'élèvent à 11 265€ (7628€ logiciel, 2400€ voiture, 1237€ autres).

SECTION FONCTIONNEMENT:

Les principales dépenses sur l'année 2017 sont liées :

- A la prestation de perception de la redevance annuelle d'assainissement sur la facture d'eau par la société SAUR pour un montant de 8 341€
- Au marché de prestation avec la société GEOSCOP : 57 442€
- Aux charges de personnel pour un montant de 77503€ et aux frais assimilés de 7756€

Les recettes du SPANC pour l'année 2017 sont liées principalement :

- Aux redevances d'assainissement non collectif pour les différents contrôles :
 - Redevance de bon fonctionnement : 132 955€
 - Redevance de conception, vente, réalisation : 39342€
- Aux subventions de l'Agence de l'Eau pour un montant de 13 776€

Cette subvention est versée pour aider la collectivité dans sa mission de contrôle des installations neuves et réhabilitées

BILAN FINANCIER 2017

| Dépenses 2017 | | Recettes 2017 | |
|---|------------------|---|------------------|
| Dépenses courantes sous-traitées | Liquidé | Redevance des différents contrôles ANC | Liquidé |
| Contrat GEOSCOPE- Missions de contrôle d'une partie du parc des installations ANC | 57 442 € | Redevance contrôle de BON FONCTIONNEMENT (5 301 factures) | 132 955 € |
| Facturation de la redevance (convention SAUR) | 8 341 € | Redevance contrôle de CONCEPTION (94 contrôles facturés) | 7 520 € |
| Sous-total | 65 783 € | Redevance contrôle de REALISATION (90 contrôles facturés) | 7 200 € |
| Charges de personnel | | Redevance contrôle préalable à la VENTE (98 contrôles facturés) | 24 500 € |
| Salaires | 75 048 € | Redevance CONTRE-VISITE (2 contre visites) | 122 € |
| Assurance du personnel | 2 318 € | Sous-total | 172 297 € |
| Médecine du travail | 0 € | Subventions | |
| Remboursement des frais de déplacements | 138 € | Agence de l'eau | 13 776 € |
| Sous-total | 77 503 € | Sous-total | 13 776 € |
| Autres prestations | | Autres recettes | |
| Frais postaux et de télécommunications | 2 267 € | Indemnités journalières perçues (maladie, congé maternité...) | 11 907 € |
| Maintenance et hébergement du logiciel SPANC | 3 909 € | Sous-total | 11 907 € |
| Publications, annonces et insertions | 0 € | | |
| Formations | 0 € | | |
| Frais liés au véhicule (carburant, entretien et assurance) | 748 € | | |
| Fournitures d'entretien, petits équipements et autres matières | 823 € | | |
| Frais bancaires | 9 € | | |
| Sous-total | 7 756 € | | |
| Dépenses exceptionnelles | | | |
| Titres annulés sur exercices antérieurs | 80 € | | |
| Sous-total | 80 € | | |
| Amortissements | 11 265 € | | |
| TOTAL DEPENSES | 162 387 € | TOTAL RECETTES | 197 980 € |
| Résultat excédentaire 2017 | 35 593 € | Résultat déficitaire 2017 | 0 € |
| TOTAL | 197 980 € | TOTAL | 197 980 € |

BILAN INVESTISSEMENT 2017

SPANC

Dépenses & recettes d'investissement

| Dépenses 2017 | | Recettes 2017 | |
|--|-------------------|--|------------------------|
| Emprunts et dettes assimilés | Liquidé | Dotations, fonds divers et réserves | Liquidé |
| Autres dettes | 0 € | FCTVA | 258 € |
| <i>Sous-total</i> | <i>0 €</i> | <i>Sous-total</i> | <i>258 €</i> |
| Acquisition immobilisations | | Amortissements | |
| Logiciel | 0 € | Amortissements | 11 265 € |
| Véhicule | 0 € | <i>Sous-total</i> | <i>11 265 €</i> |
| Matériel de bureau et informatique | 0 € | | |
| Mobilier | 0 € | | |
| Autres matériels (équipement de l'agent technique) | 0 € | | |
| <i>Sous-total</i> | <i>0 €</i> | | |
| TOTAL DEPENSES | 0 € | TOTAL RECETTES | 11 523 € |
| Résultat excédentaire 2017 | 11 523 € | Résultat déficitaire 2017 | 0 € |
| TOTAL | 11 523 € | TOTAL | 11 523 € |

3.3 AIDE FINANCIERE A LA REHABILITATION

Depuis la fin de la convention avec le Conseil Départemental (fin juillet), la Communauté de Communes de Grand Lieu a continué d'apporter une aide aux propriétaires à hauteur de 35%.

Les critères d'attribution ont peu évolué :

- ✓ Etre propriétaire occupant ou propriétaire bailleur conventionné ;
- ✓ Les ressources des ménages ne doivent pas excéder les plafonds des ressources majorés de l'Agence Nationale de l'Habitat ;
- ✓ Les filières subventionnées sont les filières traditionnelles « extensives » : filtre à sable, tranchées d'épandage, filtre à roseaux ;
- ✓ Les installations non conformes ou insuffisantes suite au diagnostic initial de 2006 ou au dernier diagnostic de bon fonctionnement ou au contrôle préalable à la vente ;
- ✓ Les montants de travaux pris en charge sont compris entre 3000€ et 8000€.

Nombre de dossiers subventionnés en 2017

- 22 dossiers de subvention en 2017 ont été déposés
- **17 dossiers de subvention ont été finalisés**
- La moyenne des coûts de travaux est de 8 648.16€

| Nom du demandeur | Commune 21/01/17 | Montant des travaux | Type de dispositif | Subvention CCGL | Subvention conseil départemental | Montant versé | N° Mandat et date |
|--------------------------------|------------------------------|------------------------|--|--------------------|--|------------------|----------------------|
| Année 2017 | | | | | | | |
| M CARDIN Emmanuel | la Limouzinière | 8 338.00 € | Filtre planté de roseaux | 4 978.43 € | 2 489.22 € | 2 489.22 € | N°39 20/01/17 |
| MME GAUVRIT Annie | St Colomban | 6 621.13 € | FTE 3000L+ Filtre à sable vertical 20 m2 | 2 317.40 € | | | N°40 20/01/17 |
| MME GICQUEL | St Colomban | 9 295.08 € | FTE 3000L+ Filtre à sable vertical 25 m3 | 4 647.54 € | 2 323.77 € | 2 323.77 € | N°41 20/01/17 |
| MME LABREGERE Elodie | le Bignon | 14 857.70 € | Microstation TRICEL | 7 428.85 € | 3 714.42 € | 3 714.42 € | N°42 21/01/17 |
| MME NICOLLE | St Colomban | 7 534.13 € | FTE 3000L+ Filtre à sable vertical 25 m2 | 2 427.61 € | | | N°361 22/03/17 |
| M TAUTAIN Jonathan | Pont saint martin | 8 525.41 € | FTE 3000L + filtre à sable vertical 20m2 | 5 075.76 € | 2 537.88 € | 2 537.88 € | N°362 22/03/17 |
| M. DELAUNAY Alexis | St Philbert de Grand Lieu | 8 305.00 € | Microstation SIMBIOSE BP EH | 3 792.25 € | 1 896.13 € | 1 896.13 € | N°394 07/04/17 |
| M MARZIN Mickaël | le Bignon | 8 338.00 € | FTE 3000L+ Filtre à sable enviroseptic | 2 800 € | | | N°635 12/05/17 |
| M ARNOUX André | Pont saint martin | 8 503.00 € | Jardin d'assainissement aquatiris | 2 800 € | | | N°736 24/05/17 |
| M DAUDET - MME PACAUD | St Philbert de Grand Lieu | 9 640.04 € | Jardin d'assainissement aquatiris 4 EH | 2 800 € | | | N°1016 21/07/17 |
| M ET MME DRONET Stéphane | Montbert | 9 417.10 € | Filtre compact X-PERCO | 2 800 € | | | N°1017 21/07/17 |
| M MALAROCHE ET LOQUET | Montbert | 8 411.00 € | Filtre compact X-PERCO | 2 800 € | | | N°1018 21/07/17 |
| M PERON Sylvain et-MME Herbet | Montbert | 10 006.24 € | FTE 5000L + Filtre à zéolithe | 2 800 € | | | N°1019 21/07/17 |
| M. BERNARD Céline et M FOUQUET | Montbert | 9 058.28 € | Filtre compact X-PERCO | 2 800 € | | | n°1282 08/09/17 |
| M . GALLAIS et MME THOMAS | Pont saint martin | 10 363.10 € | FTE 3000L+ Filtre à sable enviroseptic | 2 800 € | | | n°1493 13/10/17 |
| M. CIRKOVIC et MME LOISEL | St Colomban | 9 380.37 € | FTE 3000L+ Filtre à sable vertical 25 m2 | 2 800 € | | | n°1594 25/10/17 |
| M AUGÉ Gérard | St Philbert de Grand Lieu | 8 763.15 € | Filtre compact X-PERCO | 2 800 € | | | n°1846 06/12/17 |
| TOTAL | | 155 356.73 € | | 58 667.84 € | | | |

IV-BILAN TECHNIQUE 2017

4.1 LES INDICATEURS TECHNIQUES

a) Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

Cet indicateur mesure l'organisation du service ainsi que les prestations assurées par le SPANC, sa valeur est comprise entre 0 et 140

| ELEMENTS OBLIGATOIRES POUR L'EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU SPANC | Valeur |
|--|----------------|
| Caractéristiques | Note |
| Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération | 20 |
| Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif | 20 |
| Pour les installations neuves ou à réhabiliter, délivrance de rapports de vérification de l'exécution évaluant la conformité de l'installation au regard de l'article 3 de l'arrêté du 27 avril 2012 | 20 |
| Pour les autres installations, la délivrance de rapports établis dans le cadre de la mission de contrôle du fonctionnement et de l'entretien, conformément à l'article de l'arrêté du 27 avril 2012 | 30 |
| TOTAL | 100/100 |

| ELEMENTS FACULTATIFS DU SPANC | Valeur |
|---|-------------|
| Caractéristiques | Note |
| Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations | 0 |
| Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations | 0 |
| Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange | 0 |
| TOTAL | 0/30 |

b) Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif

Cet indicateur a vocation d'évaluer le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le territoire en calculant le rapport entre le nombre d'installations jugées conformes suite à un diagnostic ou aux contrôles de réalisation (neuves ou réhabilitées) depuis la création du service et d'autre part le nombre total d'installations contrôlées depuis 2008 :

| ANNEE 2017 | | | | |
|--|---------|------------|-----|--------------|
| | TOTAL | DIAGNOSTIC | CBF | REALISATIONS |
| Nombre total d'installations jugées conformes (diagnostic + réalisations conformes+ bon fonctionnement) depuis la mise en place du service en 2008 | 3830 | 2557 | 43 | 1230 |
| Nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service(diagnostic, bon fonctionnement et réalisation) | 6898 | 5114 | 545 | 1239 |
| Taux de conformité | 55.52 % | | | |